



Address: OHCHR-Pretoria
P.O. Box 6541
Pretoria 0001, South Africa



RAPPORT FINAL DE L'ATELIER DE FORMATION SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME POUR LES ÉQUIPES DE PAYS DE L'OCÉAN INDIEN, 28 AU 30 SEPTEMBRE 2005 : ANTANANARIVO, MADAGASCAR

Cet atelier a été organisé sous l'initiative du bureau régional du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) en Afrique Australe au profit des chargés de programmes des différentes agences des Nations Unies de l'Océan Indien – Les Comores, Madagascar, Iles Maurice et Seychelles. Les Nations Unies ont initié depuis 1997, un processus de réforme ayant pour principal objet de recentrer ses activités sur les droits de l'homme. Les équipes pays ont engagé des efforts en vue de rendre plus opérationnelle l'approche basée sur les droits de l'homme dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les politiques en matière de santé, particulièrement par rapport au VIH/SIDA.

Les objectifs visés par l'atelier étaient les suivants :

1. Acquérir des connaissances générales du système de protection onusien et africain des droits de l'homme et comprendre le fonctionnement des mécanismes et instruments y relatifs;
2. Comprendre les principes et raison d'être de l'approche basée sur les droits de l'homme;
3. Acquérir des connaissances générales sur la manière d'évaluer, d'analyser une question de développement en recourant à une perspective basée sur les droits de l'homme et pouvoir les appliquer concrètement dans les programmes;
4. Comprendre le cadre légal et l'environnement politique en relation avec la situation des droits de l'homme dans un pays;
5. Identifier les principaux défis et points d'entrée pour appliquer l'approche basée sur les droits de l'homme dans les programmes d'aide au développement des Nations Unies au niveau des pays, identifier ceux qui peuvent faire l'objet d'un examen plus approfondi dans les prochains Bilans Communs des Pays;
6. Acquérir une meilleure compréhension des liens entre les droits de l'homme, l'égalité des genres, l'éducation, la santé et le VIH/SIDA;
7. Apprendre par l'échange, le partage d'expériences et de bonnes pratiques.

L'atelier s'était fixé les résultats suivants au profit des participants :

- Une plus grande compréhension des principes et mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment de la manière de renforcer leur collaboration avec les organes des Traités;
- Une meilleure compréhension des liens entre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et les droits de l'homme;

- Une meilleure compréhension des liens entre les droits de l'homme et la question du VIH/SIDA;
- Une meilleure compréhension de l'approche basée sur les droits de l'homme et de l'importance de sa prise en compte dans les processus de rédaction du Bilan Commun des Pays et du Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;
- La maîtrise des outils nécessaires pour intégrer les droits de l'homme dans les programmes développés au niveau national.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par M. Bouri Sanhouidi, Coordonateur Résident du Système des Nations Unies à Madagascar en présence des principaux représentants des agences des Nations Unies basées à Madagascar.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants de l'atelier, M. Sanhouidi a fait la genèse du projet et rappelé l'importance grandissante de la promotion des droits de l'homme dans les activités des Nations Unies. Il a exhorté les participants à ne ménager aucun effort pour que les informations et connaissances acquises au cours de l'atelier fassent l'objet d'une bonne application dans la mise en œuvre de leurs programmes respectifs.

I. Les thèmes développés au cours de l'atelier

En vue d'atteindre les objectifs fixés dans les termes de référence de l'atelier, un certain nombre de thèmes, liés aux objectifs et à la vision des Nations Unies en matière d'inclusion des droits de l'homme dans ses activités ont été abordés.

A. Première journée (28 Septembre)

Thème I. Les principales réformes de l'ONU

Ce thème a été introduit par Mme Sihaka Tsemo, représentante du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme en Afrique Australe. L'objectif principal était de rappeler le caractère central des droits de l'homme dans les rapports sur les réformes de l'ONU. Le processus de réforme des Nations Unies a commencé en 1997 avec le 1^{er} Rapport du Secrétaire Général sur les réformes. Cette réforme a permis la production des 1ères générations des CCA/UNDAFS et a précisé le rôle du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU.

Ce processus se poursuivra avec l'adoption en 2002 du 2ème rapport du Secrétaire général, "Action 2". Ce rapport a été suivi en 2003 d'un plan d'action inter-agence de trois ans sur le renforcement des actions relatives aux droits de l'homme au niveau des pays. Sa mise en œuvre initiée en 2004, se penche sur des éléments nouveaux qui permettent de renforcer l'appui aux Etats membres pour le renforcement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme tout en renforçant le rôle et le mandat du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme dans trois axes principaux :

- Le renforcement de l'appui du HCDH aux équipes pays de l'ONU, notamment dans le cadre de la programmation conjointe (CCA/UNDAF) et aux agences de développement et de coopération.
- Le soutien à la création et au renforcement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme, aux organisations de la société civile et aux institutions nationales des droits de l'homme
- L'appui aux gouvernements dans les processus de ratification et de respect de leurs obligations de soumettre des rapports dans le cadre des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Les participants sont intervenus pour poser des questions relatives à l'application des réformes. Les débats ont essentiellement porté sur la nécessité d'une coordination des différentes agences entre elles

et avec le Haut Commissariat aux Droits de l'homme en vue d'une application dans les activités de "*l'Approche basée sur les droits de l'homme*".

Thème 2 : Les Traités internationaux des droits de l'homme et leur contenu.

Ce thème introduit par M. Alpha Fall, a présenté les instruments et mécanismes de protection et de promotion des droits de l'homme au niveau international et régional, en vue d'en ressortir les complémentarités et d'identifier les dispositions pertinentes pouvant contribuer à la réalisation des objectifs des Nations Unies en matière de paix, de sécurité, de développement et de lutte contre la pauvreté. Il s'agissait dans ce thème de dégager les caractéristiques des traités, en particulier la reconnaissance des principes de l'interdépendance des droits de l'homme, de l'égalité et de la non-discrimination dans le processus de réalisation des "*Objectifs du Millénaire pour le Développement*", mais aussi de dégager la complémentarité qui est censée exister entre les systèmes de protection des Nations Unies et de l'Union Africaine (UA).

Le système de protection des droits de l'homme basé sur les traités des Nations Unies est aujourd'hui, le principal système au niveau universel permettant une protection juridique des droits de l'homme à travers des mécanismes juridictionnels et autres prévus dans des différents traités. Les principaux traités et mécanismes sont prévus dans la Charte des Nations Unies

Le système africain de protection des droits de l'homme est composé de l'ensemble des traités conclus au sein de l'UA. Les développements au niveau régional ont commencé vers la fin des années 1970 et se poursuivent encore aujourd'hui.

L'Union Africaine a adopté le programme du NEPAD comme moyen de d'accélérer le développement économique, social et politique du continent.

La complémentarité entre les traités des Nations Unies et ceux de l'Union Africaine et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique a été présentée en mettant l'accent sur la plus value qui se dégagerait plus particulièrement dans le continent africain en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

A l'issue de la présentation, les participants sont intervenus sur la complémentarité du système des Nations Unies et celui de l'Union Africaine, ainsi que sur l'importance d'arriver à une application concurrente des deux systèmes pour réaliser une protection et une promotion adéquate des droits de l'homme. Les participants ont aussi noté l'importance d'une approche fondée sur la complémentarité des deux systèmes pour la réalisation des OMD et des objectifs du NEPAD.

Les observations des participants ont porté sur les instruments régionaux des droits humains (la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant). Les participants ont relevé que ces textes devaient servir de référence dans les programmes de chaque agence. En particulier, une discussion s'est engagée sur le Protocole à la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples relative aux Droits de la Femme, adopté par l'Union africaine le 11 Juillet 2003, mais pas encore entré en vigueur car seul trois pays (les Comores, la Libye et le Rwanda), sur les 15 requis, l'ont ratifié à ce jour. Le Protocole couvre un éventail très large de problèmes concernant les droits de la personne et représente un cadre légal que les femmes Africaines peuvent utiliser pour faire valoir leurs droits

Thème 3 : Les organes des traités et les mécanismes de protection des droits de l'homme. L'utilisation des recommandations comme outil d'analyse dans la programmation (Mme Sihaka Tsemo).

Ce module a permis de mieux comprendre comment en se basant sur les activités menées par les mécanismes régionaux et des Nations Unies de protection des droits de l'homme, les agences des Nations Unies peuvent intégrer les recommandations de ces mécanismes dans la programmation. Les exemples tirés des observations générales des Comités lors de l'examen des rapports des Etats sur la mise en œuvre des instruments des droits de l'homme ont été utilisés comme illustration pour renforcer la compréhension des participants de ces mécanismes.

Les rapports présentés par les États constituent les principaux éléments d'analyse de la conformité des législations et pratiques des États parties par rapport à un traité donné. La procédure d'examen des rapports des États est une occasion donnée à l'organe de surveillance du traité de se prononcer sur l'état d'application du traité au niveau national et de faire le cas échéant un certain nombre de recommandations dont l'application et le suivi nécessitent une implication directe des agences des Nations Unies présents dans le pays et du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH).

La prise en compte des recommandations des organes de traités permettrait dans le cadre de la définition des profils d'avoir :

- une meilleure connaissance des instruments de programmation et de plaidoyer;
- un meilleur système d'échanges d'information avec les partenaires nationaux et internationaux;
- Une meilleure interaction avec le bureau du HCDH et les mécanismes des Nations Unies et régionaux des droits de l'homme.

Les discussions consécutives à ce thème ont beaucoup porté sur l'importance de l'élaboration des profils des droits de l'homme par pays comme outil pour renforcer le suivi de l'application des organes de surveillance des droits de l'homme au niveau universel et régional. Il a été relevé qu'il était nécessaire que les agences présentes sur le terrain soient impliquées dans cet exercice.

Pour illustrer cette implication, il est noté qu'en vertu de l'article 45 de la Convention, en juin 2003 UNICEF Madagascar a présenté un rapport 'confidentiel' sur l'application de la Convention des droits de l'enfant, lors de la pre-session d'examen du rapport d'Etat par le Comité de droits de l'enfant. UNICEF Madagascar a également aidé les ONG locales à rédiger un rapport alternatif.

Thème 4 : L'Approche basée sur les droits de l'homme dans la programmation (A. Fall)

Lors de cette session, l'animateur a fait une présentation succincte de "*l'Approche basée sur les droits de l'homme*" (ABDH) en vue de faire comprendre aux participants le contenu et les caractéristiques. Il s'agissait de présenter aux participants les avantages de "*l'Approche basée sur les droits de l'homme*" dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté, ainsi que son utilisation dans la conception et la mise en œuvre des Programmes Cadre de Coopération des Nations Unies (UNDAF).

L'ABDH s'inscrit dans la perspective de réaffirmation des objectifs des Nations Unies de promouvoir la paix, le développement et le respect des droits de l'homme, elle constitue un cadre opérationnel adéquat pour inclure davantage les droits de l'homme dans les activités des Nations Unies pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le cadre conceptuel de l'ABDH introduit un nouveau paradigme dans la définition et la conception des projets et initiatives de développement. Ce nouveau cadre fait référence aux caractéristiques des droits de l'homme.

L'ABDH repose de ce point de vue "sur l'intégration des normes, critères et principes du système international des droits de l'homme dans les plans, les politiques et les processus de développement". Sa mise en œuvre doit alors reposer sur le principe de la priorité du droit –lié à la notion d'être - par rapport au besoin-lié à la notion d'avoir.

Cette session a proposé des exemples pratiques d'application tirés du droit à la santé.

Les diverses interventions des participants ont porté sur les caractéristiques de “*l’Approche basée sur les droits de l’homme*” et les défis et difficultés qui se présentent dans son application concrète dans la programmation.

Défis et les difficultés dans l’application concrète de l’approche dans la programmation et sur la valeur ajoutée de l’approche ‘droit’ :

La discussion a également porté sur les défis de l’application de l’approche ‘droit’ et la difficulté de **de chiffrer sa valeur ajoutée sur le développement durable**. Si les OMD sont des objectifs mesurables, il est par contre difficile de mesurer la jouissance des droits humains, l’impact des réformes et des lois, les coûts qu’une loi engendre pour son application.

En se basant sur les principes d’universalité et d’indivisibilité, d’égalité, de non-discrimination et de participation, l’approche ‘droit’ ‘tendrait à assurer un développement ‘équitable’ à tous les individus lesquels atteindraient un certain niveau de bien être social en participant aux progrès de la société. Autrement dit, la valeur ajoutée de l’approche est de donner aux groupes vulnérables un moyen de vaincre leur vulnérabilité et de mieux jouir de leurs droits et cette valeur pourrait être chiffrée en considérant l’impact des programmes sur ces groupes.

Ces réflexions ont conduit les participants à mener une réflexion sur l’intégration d’indicateurs ‘qualitatifs’, tirés des droits humains, dans le CCA/UNDAF, pour mesurer l’impact des programmes sur les groupes vulnérables.

Les autres interventions ont porté sur la responsabilité des institutions internationales et régionaux prestataires et des multinationales vis à vis des droits humains.

B. Deuxième journée (29 Septembre)

Thème 4 Pauvreté et droits de l’homme (M. Nirhy-Lanto)

Ce thème, présenté en deux sous-thèmes suivi d’un exercice pratique, avait pour objectif principal de faire comprendre aux participants les relations conceptuelles et opérationnelles entre la pauvreté et les droits de l’homme et la mesure dans laquelle les droits de l’homme peuvent renforcer l’impact des stratégies de lutte contre la pauvreté. La pauvreté est perçue comme une privation de liberté de choix et de capacités, elle affecte de ce point de vue la jouissance des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. L’introduction de l’approche droits de l’homme dans les stratégies de lutte contre la pauvreté tend à une meilleure prise en compte des titulaires de droits dans leur relation avec les détenteurs d’obligations. L’application des droits de l’homme a les caractéristiques suivantes : l’autonomisation des pauvres; la reconnaissance explicite du cadre normatif national, régional et international des droits de l’homme; l’application du principe de la reddition de compte : afin que l’État et les Organisations Internationales ainsi que les acteurs non-étatiques rendent compte de leurs actions; l’application du principe de la non-discrimination et de l’égalité : la pauvreté est bien souvent la résultante de l’exclusion sociale, de discrimination et d’isolement; Participation active des pauvres : la participation est la mise en œuvre d’un principe démocratique fondamental pouvant assurer la participation des pauvres dans la formulation des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Thème 5 : Développement humain et OMD (Mme. S. Tsemo)

Les relations entre droits de l'homme, développement humain et “ *Les Objectifs du Millénaire pour le Développement* ” ont été présentées par Mme Tsemo, dans cette perspective, les participants ont pu comprendre les complémentarités entre la promotion et la protection des droits de l'homme et la réalisation “ *Des Objectifs du Millénaire pour le Développement* ”.

Les OMD entretiennent des relations très étroites avec les notions de droits de l'homme et ces dernières contribuent à leur acceptation et leur légitimation, et les valeurs et principes qui guident les OMD découlent du cadre normatif des droits de l'homme. Les valeurs à la base des OMD trouvent leur corollaire dans les principes des droits de l'homme, qui sont : l'universalité et indivisibilité; égalité et non-discrimination; participation et inclusion; reddition de compte et primauté du droit. Du point de vue normatif, les instruments internationaux et régionaux constituent une base juridique légitime de l'interaction entre droits de l'homme et OMD.

La présentation a proposé aux participants une illustration tirée de l'interaction entre droits de l'homme, OMD et séropositivité et Sida.

Un exercice pratique tiré de l'application de l'objectif 6 des OMD a été proposé aux participants avec pour objectif principal de leur faire comprendre les outils d'analyse et la manière de les intégrer dans les stratégies de réalisation de cet OMD.

Thème 6 : Application de l'Approche basée sur les droits de l'homme au CCA/UNDAF (Mme S. Tsemo).

Cette présentation a eu pour objectif principal de faire comprendre aux participants les avantages de l'utilisation de “ *l'Approche basée sur les droits de l'homme* ” dans l'élaboration des bilans communs des pays (CCA). A cet effet, l'accent a été mis sur les techniques et méthodologies utilisées dans cette perspective fondée essentiellement sur l'utilisation des dispositions des traités internationaux et régionaux des droits de l'homme. Ce thème a permis aux participants d'avoir une compréhension approfondie des relations qui s'établissent dans le cadre de “ *l'Approche basée sur les droits de l'homme* ” entre détenteurs de droits et titulaires d'obligation et des défis liés à la centralité du renforcement des capacités des acteurs au niveau national. Des suggestions concrètes ont été faites sur la manière d'intégrer l'approche dans le CCA et dans l'UNDAF en combinant l'ABDH et la gestion axée sur les résultats

L'établissement du lien entre la gestion axée sur les résultats et l'ABDH permet une meilleure prise en compte des détenteurs de droits et des titulaires d'obligations dans l'évaluation et l'analyse des enjeux spécifiques de développement. Dans son application pratique, l'approche intégrant les droits de l'homme permet de passer en revue les normes et standards internationaux des droits de l'homme appliqués au cadre spécifique du pays considéré. En plus, elle aboutit à l'identification claire des groupes les plus vulnérables par le biais de la désagrégation des indicateurs ainsi que l'analyse des capacités de détenteurs de droits et d'obligation.

Afin de procéder à une évaluation objective et réelle du pays donné, le CCA devrait prendre en compte les éléments suivants :

- Les types de violations des droits de l'homme et l'application par le pays des standards nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- Les capacités de la Commission des droits de l'homme et des autres systèmes de promotion et protection des droits de l'homme;
- Les capacités des juridictions locales et des institutions chargées de l'application du droit de respecter les droits de l'homme et de traiter les cas de violations de droits de l'homme;
- La conformité des lois nationales avec les standards internationaux des droits de l'Homme

Les participants ont noté le caractère transversal des droits de l'Homme dans le CCA/UNDAF. Ils ont ainsi proposé d'analyser le CCA/UNDAF selon l'approche basée sur les droits humains dans le cadre de sa révision de mi parcours.

Thème 7 : L'application de l'approche basée sur les droits de l'homme et les droits économiques, sociaux et culturels (M. A. Fall)

L'objectif principal de ce thème était de présenter les modalités pratiques d'application de l'approche basée sur les droits de l'homme dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Les caractéristiques et le contenu des droits économiques, sociaux et culturels ont été largement abordés, en mettant l'accent sur le principe de non-discrimination, d'égalité et de la réalisation progressive de ces droits. En vue d'en faire ressortir les éléments essentiels, une illustration tirée de l'application du droit à la santé et du droit à l'éducation a été présentée aux participants.

La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels est victime du contexte politique et idéologique des droits économiques sociaux et culturels, qui naguère considérait ces droits comme non justiciable par opposition aux droits civils et politiques qui sont considérés comme justiciables. La Conférence de Vienne de 1993 a aidé en vue d'une reconnaissance accrue de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits de l'homme. Dans une autre perspective, les OMD reconnaissent le lien entre la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels le développement; l'approche basée sur les droits de l'homme constitue un cadre opérationnel adéquat pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et pour le cas de cette présentation, du droit à l'éducation et du droit à la santé par exemple.

L'application de l'approche basée sur les droits de l'homme dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels présente un certain nombre de défis dont la prise en compte est essentielle :

- Le défi de la participation des détenteurs de droits dans la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels;
- L'existence de mécanisme de contrôle et de reddition de compte dans l'exécution des politiques en matière de droits économiques, sociaux et culturels;
- L'application du principe de la non-discrimination et d'égalité;
- Processus d'autonomisation des détenteurs de droit;
- Liens avec les normes nationales et internationales des droits de l'homme

Thème 8: Le système national de protection des droits de l'homme (MM. A. Fall et Nirly-Lanto).

L'importance du système national de protection et de promotion des droits de l'homme a été le point central de cette présentation. Les éléments constitutifs d'un système national adéquat de promotion et de protection des droits de l'homme ont été identifiés en s'appuyant sur les principes dégagés dans un document du Secrétaire Général des Nations Unies intitulé : “ *Action 2* “. Le système national de promotion et de protection des droits de l'homme est composé des dispositions du droit international des droits de l'homme ainsi que les normes nationales. Un système national adéquat doit être composé des éléments suivants : des lois conformes aux normes internationales relatives aux droits humains ; une bonne gouvernance et des institutions publiques de promotion et de protection des droits humains comptables de leur action. L'existence de procédures de prise de décisions démocratiques, ouvertes, transparentes et participatives. Une constitution, des lois et règlements et la mise en œuvre au niveau national des déclarations, programmes et autres des organes de surveillance des droits de l'homme, contribuent à l'enrichissement de ce système. Dans sa mise en œuvre, les organes juridictionnels et quasi-juridictionnels jouent un rôle important. Les Commissions nationales des droits de l'homme: doivent strictement répondre aux critères définis dans les **Principes de Paris**; être prévue par des dispositions constitutionnelles ou législatives qui déterminent leur statut, leur composition et

compétence. Le rôle de la société civile, une société civile vigoureuse, et notamment une presse libre et indépendante jouissant des droits à la liberté d'expression et d'association.

A titre d'illustration, le système national de protection des droits de l'homme de Madagascar a été présenté avec pour objectif de vérifier sa conformité avec " Les Principes de Paris" et les normes du droit de la protection des droits de l'homme tirées des instruments internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme.

A cet effet un certain nombre de recommandations ont été faites en vue d'améliorer le fonctionnement des institutions nationales des droits de l'homme de Madagascar, principalement, la redynamisation de la Commission nationale des droits de l'homme, la formation des responsables, l'encadrement logistique et financier et enfin une meilleure collaboration entre celle-ci et le gouvernement.

II. Exercices pratiques

Dans l'objectif d'une meilleure compréhension des aspects pratiques et conceptuels de l'approche basée sur les droits de l'homme, des exercices pratiques ont été proposés aux participants.

III. RECOMMANDATIONS FINALES

Après les présentations et les exercices pratiques, les participants ont formulé un certain nombre de recommandations à l'endroit des Chefs d'Agence et des responsables de programme pour le renforcement des capacités des responsables de programme du système des Nations Unies afin qu'ils soient mieux outillés sur le plan théorique et pratique pour appliquer dans leurs activités les principes et techniques de l'approche basée sur les droits de l'homme.

- **Groupe de réflexion sur les droits de l'Homme** au niveau national et au niveau régional : il a été noté que les Nations Unies disposent d'un potentiel humain et intellectuel considérable, cependant il est nécessaire de bénéficier de l'appui du Haut Commissariat des Droits de l'Homme pour les activités de renforcement des capacités pour la re-dynamisation du groupe de réflexion.
- **CCA/UNDAF**: Revoir le document selon l'approche basée sur les droits humains dans la revue à mi-parcours.
- **Partage d'expérience et renforcement des capacités**: Développer un réseau régional de droits de l'homme, élaborer une stratégie commune de diffusion et vulgarisation des informations sur les droits de l'homme
- **Amélioration de la collaboration** : Lier les activités des équipes-Pays aux droits de l'homme de façon plus systématique dans la programmation des équipes Pays. Utiliser davantage les mécanismes onusiens et régionaux.
- **Dissémination d'information**: Elaborer une stratégie commune de diffusion et vulgarisation des informations sur les droits de l'homme.
- **Outils d'analyse**: Développer des outils d'analyse pour la création d'un cadre adéquat de coopération et d'échange sur les droits humains entre les différentes agences des Nations Unies.

- **Indicateurs:** Développer des indicateurs tirés des droits de l'homme pour mesurer l'effectivité et l'impact des programmes.
- **Données:** Désagréger les données dans le CCA/UNDAF afin de mieux identifier les groupes vulnérables, les détenteurs de droits et les titulaires d'obligation.
- **Formation continue:** Approfondissement des connaissances sur les droits de l'homme afin de maîtriser leur contenu par les équipes Pays, notamment à travers une collaboration et des échanges continus avec le Bureau Régional HCDH - les responsables d'agence et de programme.
- **Responsabilité:** Entière responsabilité des Nations unies comme détenteurs d'obligations dans les pays où les agences interviennent.
- **Plaidoyer pour la ratification et mise en oeuvre des Traités:** Les agences sur le terrain doivent mieux assurer le plaidoyer sur les droits humains afin de renforcer la ratification des traités et leur mise en oeuvre.
- **Utilisation des observations des organes des Traités:** Inclure les observations générales des organes d'application des traités dans la programmation des équipes pays.
- **Appui au gouvernement:** Appuyer le gouvernement dans le suivi de la soumission de rapports initiaux et périodiques aux organes d'application des traités.
- **Appui à la société civile:** Appuyer la société civile dans la protection et la promotion des droits humains, renforcer leur capacité en matière de connaissances des mécanismes régionaux et internationaux.
- **Participation et autonomisation:** Faciliter la participation et l'autonomisation des détenteurs des droits dans la programmation des équipes Pays.
- **Rapporteurs spéciaux:** Faire appel aux rapporteurs spéciaux des Nations Unies, en encourageant le gouvernement, à les inviter à faire des visites sur le terrain.
- **Participation des agences de l'ONU au processus de soumission de rapports aux organes des Traités:** Considérer la possibilité pour les équipes-Pays de prendre part au processus de présentation des rapports des États auprès des organes d'application des traités lorsque ces organes siègent et délibèrent sur les rapports soumis.
- **Commission Nationale des Droits de l'Homme:** La réactivation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme selon les Principes de Paris et de Nile (Normes, Institutions, Lois et Conditions économiques adéquates) ainsi que le renforcement de son mandat et du statut de ses membres devrait être un projet commun aux agences.
- **Information:** Faire connaître et encourager l'utilisation des instruments régionaux de promotion et protection des droits de l'Homme et sur l'utilisation de ses mécanismes de promotion.

- **Suivi:** Organiser dans quelques mois un atelier de suivi pour vérifier comment les outils ont été utilisés dans les programmes et permettre des études de cas pratiques.

IV. EVALUATION

- Bonne réception
- Bonne participation
- Grande satisfaction des participants – attentes soulevées au départ comblées, souhait des participants d'intérioriser l'intérêt pour la défense des droits notamment le droit en économie partiellement satisfaisant.

C. Troisième journée (30 Septembre)

V. Séance de restitution avec les chefs d'agence des Nations Unies

La séance de restitution a été présidée par M.Bouri Sanhouidi, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies à Madagascar avec la présence de l'ensemble des chefs d'agence ou leurs représentants. Cette réunion avait pour objet de présenter aux chefs d'agence un compte rendu de l'atelier avec un rapport préliminaire, ainsi que les recommandations faites par les participants, c'était aussi une occasion de recueillir leurs impressions sur l'atelier et le suivi à lui donner.

Les participants présents à la réunion ont donné leurs impressions sur l'atelier sur la base des commentaires positifs reçus des participants. Ils ont à ce propos salué cette initiative et noté l'importance pour les chargés de programme de bénéficier davantage de programmes de renforcement de leurs capacités particulièrement dans le domaine de l'inclusion des droits de l'homme dans la programmation des activités des pays. Abordant sur la pertinence des recommandations, Mme Kaba (ONUSIDA) a insisté sur l'importance de mettre en place un groupe de travail pour que les questions de la protection des droits de l'homme soient mieux pris en compte dans les activités.

M. Martin Smith, représentant de la FAO a salué l'initiative de cet atelier et les potentialités importantes de l'approche basée sur les droits de l'homme dans la réalisation des OMD. Il a recommandé une meilleure prise en compte du droit à la sécurité alimentaire et une meilleure coordination afin que les modalités d'application des droits de l'homme dans les CCA/UNDAF soient mieux appréhendées.

La valeur ajoutée de cet atelier a été noté par Mme Mayenga du BIT, dans la mesure où la réalisation des droits passe nécessairement par une meilleure identification des détenteurs d'obligations et des titulaires de droits. Elle a noté que le manque de pouvoir coercitif des agences des Nations Unies devrait pousser à attacher beaucoup plus d'importance à l'information relative aux mécanismes de plainte au niveau international et régional.

M. Le représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé a salué l'initiative de cet atelier car il estime que les notions relatives aux droits de l'homme ne sont pas toujours bien maîtrisées. Il suggère qu'une attention particulière soit accordée aux recommandations relatives au CCA/UNDAF.

En réponse aux différentes interventions, Mme S. Tsemo a posé le problème de la coordination dans la rédaction des profils des équipes pays ainsi que du rôle que les agences des Nations Unies sur le terrain peuvent jouer dans ce processus. Elle a promis dans cette perspective de faire partager cette expérience avec les bureaux des pays de l'Océan Indien, tout en attirant l'attention sur la prudence à observer par rapport à la notion de ' ' pays modèle ' '. Mme Tsemo a rappelé qu'il était important de garder à l'esprit le rôle des Nations Unies qui est de s'occuper des problèmes structurels rencontrés dans les pays, d'où la nécessité de faire usage des mécanismes régionaux et internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme et des procédures spéciales. A ce sujet, elle a insisté sur le rôle de prévention

que peuvent jouer les rapporteurs spéciaux et de la nécessité pour les agences de s'engager davantage dans leur travail en encourageant leurs visites. En conclusion elle a rappelé la disponibilité du HCDH, et que la qualité du suivi et l'orientation des recommandations sont importantes, à ce propos les équipes pays sont invitées à poursuivre la réflexion afin d'identifier leurs besoins pour la mise en œuvre des conclusions de l'atelier.

M. Bouri Sanhouidi, en conclusion a noté l'importance de l'atelier, sa pertinence et la nécessité de voir les conditions de la pérennisation de cette initiative. Il estime que l'atelier doit être placé dans un processus devant mener à l'approfondissement des connaissances acquises afin de faire bénéficier de l'équipe pays du partage d'expérience, dans leur quête d'une application pratique des techniques et connaissances.

Il a noté qu'il y avait nécessité de donner un ordre de priorité aux recommandations pour identifier les aspects internes au système des Nations Unies et d'autres qui concernent l'appui à la société civile et au gouvernement du pays. Dans l'application des recommandations, il serait important de voir comment concrètement faire bénéficier aux partenaires nationaux de telles formations afin qu'ils soient à un niveau égal de connaissances. Enfin, M. le Coordonnateur Résident rappelle l'importance d'exploiter les recommandations dans la préparation des CCA/UNDAF afin de créer davantage de cohérence entre l'ABDH, les OMD et les DSRP, et de mettre à la disposition des équipes pays des CCA/UNDAF conçu sous l'approche droit.